

**GRANDE MOSQUÉE  
D'ALGER****Bouteflika choisit  
un groupement  
germano-tunisien**

**C'est finalement le bureau d'étude de «Kiefef Ste Krebs Und» qui réalisera le projet de la Grande Mosquée. Le choix de Bouteflika s'est porté sur le groupement germano-tunisien qui a fait une offre financière de 500 millions d'euros. L'annonce a été faite par le ministre des Affaires religieuses qui estime que la procédure n'est entachée d'aucune irrégularité puisque, dit-il, le cahier des charges stipule que le maître d'œuvre, en l'occurrence le chef de l'Etat, avait la possibilité de choisir en personne le bureau d'étude.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)** - le ministre, qui était jeudi l'invité de la Chaîne II, a ainsi mis fin au suspense qui entourait la réalisation du projet qui a fait couler beaucoup d'encre, ce qui visiblement n'est pas du goût de Goulamallah. «Les journalistes on écrit n'importe quoi à ce sujet. Certains ont estimé le coût à 3 milliards de dollars. Ça reste leur estimation. Nous on se réfère à l'offre faite par le bureau d'étude retenu qui va d'ailleurs être négociée», a-t-il déclaré, ajoutant que les propositions d'ordre architectural faites par ce groupement ne seront pas appliquées à la lettre. «Ce n'est pas la maquette proposée qui sera réalisée. Des modifications vont être apportées», affirme le ministre qui espère voir les travaux démarrer en 2008.

Le bureau d'étude lauréat du concours d'architecture du mégaprojet de la Grande Mosquée d'Alger a été sélectionné parmi quatre autres, à savoir le français «AS architecture studio», le franco-anglais «ATSP/Atkins», l'allemand «Ipro Plan» et l'iranien «Genidar Sarl».

L'invité de la radio a également abordé un autre sujet d'actualité, à savoir la gestion du fonds de la Zakat. Visiblement satisfait de la «récolte» de 2006 qui tourne autour de 50 milliards de centimes, il pense que le cru 2007 sera plus important. Goulamallah espère transformer ce fonds en véritable entreprise économique via un office qui sera semblable à celui du hadj ou celui des biens Wakf qui vont bientôt voir le jour. La proposition a été faite par son département et attend l'aval du chef du gouvernement.

Concernant la saison du hadj, le ministre, qui reconnaît certaines défaillances des personnes censées prendre en charge des hadjis sur place, prévoit une amélioration de la situation avec la mise sur pied de l'office du hadj. Il considère néanmoins que la commission nationale chargée jusque-là de l'opération est visiblement au-dessus de tout soupçon puisque son rapport financier a été approuvé mais il ajoutera quand même : «Je me demande qui a approuvé les comptes de la commission nationale du hadj. Est-ce que c'est des fonctionnaires ou des commissaires dûment assermentés ?»

Pour ne pas changer de sujet, il dira qu'aucune mission de l'IGF ne s'est intéressée récemment à la comptabilité de son département ministériel. Il a en outre annoncé la finalisation prochaine du statut de l'imam dans le cadre de la révision du statut de la Fonction publique, ce qui, à ses dires, réhabilitera l'imam.

N. I.

# Lycées : la colère monte

**C'est une semaine de grèves, de protestations et de sit-in qui a été vécue par les élèves de 3<sup>e</sup> année secondaire. Ils ont voulu attirer l'attention des pouvoirs publics sur la masse trop importante de cours prodigués en une année. Le fatidique échec planant les a amenés à demander l'allègement des cours. Le ministère de l'Education nationale réagit, enfin, et rassure.**

**Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir)** - Ils ont voulu se faire entendre et se faire comprendre, les lycéens semblent avoir réussi. Ils ont bouédé leurs classes dans la capitale, puis dans d'autres wilayas du pays, pour soulever le problème de surcharge des programmes scolaires et l'augmentation du nombre des épreuves à passer au baccalauréat.

Ces lycées représentent la première promotion de la réforme. Et ils ne veulent pas être considérés comme «des rats de laboratoire». Le collectif d'élèves représentant plusieurs lycées de la capitale a vu ses rangs grossir.

La contestation a atteint d'autres wilayas telles que Béjaïa, Tizi-Ouzou, Constantine et Relizane. Et pour cause, la réforme ne les a touchés que durant cette année. Le faible taux d'assimilation doublé d'un manque de moyens et de temps pour l'en-

cadrement a fini par les exaspérer. Aujourd'hui, ils devront reprendre leurs cours normalement. Ils ont toutefois prévenu qu'ils reprendront la grève illimitée le 26 janvier prochain au cas où aucune solution réelle ne serait trouvée à leurs problèmes.

L'«engagement» de Benbouzid : Après que la contestation ait pris de l'ampleur et ait été suivie en dehors de la capitale, le ministère de l'Education nationale a réagi. Par un laconique communiqué de presse, ce département, à sa tête Boubekeur Benbouzid en poste depuis 1997, promet que les sujets du baccalauréat 2008 porteront sur les cours réellement dispensés au niveau national. «Les sujets que comportera l'examen du baccalauréat seront non seulement conformes aux nouveaux programmes, mais également adaptés aux contenus effectivement dispensés au niveau

national», tente de rassurer le ministère, par ce communiqué, les lycéens et les parents. Dans ce sens, le ministère de l'Education nationale a pris «l'engagement que les sujets ne porteront que sur les programmes réalisés et portant l'aval de la commission nationale de suivi et qu'ils seront élaborés selon les méthodes en usage à ce jour». Cette commission est présidée par l'inspecteur général de ce ministère et regroupe des enseignants et responsables de matière de chaque wilaya et fait le point trimestriellement sur l'état d'avancement des programmes.

S'agissant de l'approche par compétence, introduite dans les nouveaux programmes, le ministère affirme qu'elle «ne peut être appliquée au dispositif d'examen que de manière graduelle». Et cette approche «ne sera pas appliquée pour le baccalauréat de la session de juin 2008».

Énumérant les mesures prises pour «soutenir cette première promotion du bac de la réforme», le ministère assure qu'une «première élaboration de modèles de sujets d'examen a été mise à la disposition des établissements scolaires pour

familiariser les candidats au traitement de ces sujets». Ceci en rappelant que des cours de soutien ont été également mis en oeuvre pour préparer ces lycéens à passer les épreuves de l'examen «dans les meilleures conditions possibles».

Le ministère de l'Education nationale a conclu ce communiqué par une mise en garde. Ce département considère que ces actions de protestation ont des relents politiques et d'autres visées inavouées.

Le baccalauréat, écrit le département de Benbouzid, «étant un examen dont la valeur est reconnue au plan international, l'Etat veillera rigoureusement à sa préservation et par là même à la protection des élèves contre toute instrumentalisation à des fins politiques».

De même les élèves, les parents d'élèves et l'ensemble de la communauté éducative sont «invités à déjouer toute tentative destinée à porter atteinte à la valeur et à la crédibilité de l'examen du baccalauréat et à son exploitation à des fins politiques». Ce qui s'apparente à un véritable procès d'intention.

M. O.

**SÉTIF**

## Les lycéens montent au créneau

**Emboitant le pas à leurs camarades des autres wilayas du pays, les lycéens des classes de terminale de la wilaya de Sétif sont montés eux aussi au créneau, jeudi dernier, en désertant carrément les salles de cours et en organisant un sit-in devant la Direction de l'éducation de Sétif pour protester contre des programmes surchargés et inadaptés.**

Ne trouvant personne au niveau de la Direction de l'éducation, pour cause de repos, les lycéens ont décidé de reprendre leur grève à partir d'aujourd'hui jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications qui sont l'allègement des programmes et la suppression de certaines

matières nouvellement introduites dans leur cursus scolaire. «Les programmes sont trop chargés, figurez-vous qu'en mathématiques, nous ne sommes en ce mois de janvier qu'à 20% du programme, soit la moitié du tome I, et il nous reste juste quatre mois avant les épreuves du baccalauréat.

Pour les sciences physiques, c'est la même chose, on a juste entamé l'étude de la quatrième unité du programme qui comporte neuf unités. C'est impossible de terminer le programme à temps», affirme une jeune lycéenne.

Les nouvelles méthodes pédagogiques préconisées dans la réforme du système éducatif la forte densité du programme et son inadaptation avec les volumes

horaires envisagés ont été les principales causes ayant poussé les potaches à sécher les cours. «Nous n'allons pas baisser les bras, c'est notre avenir qui est en jeu. Il nous reste quatre mois avant l'examen et les enseignants seront obligés de mettre les bouchées doubles pour terminer le programme à temps, quitte à nous de ne rien comprendre, et ça sera à notre détriment. Avec ce nouveau programme, nous n'avons même pas le temps de souffler. Franchement on n'en peut plus», ajoute pour sa part Narimane, une autre élève de terminale.

Les lycéens restent déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

I. S.

**TIZI-OUZOU**

## Les classes de terminale de Larbaâ Nath-Irathen en grève

**Les lycéens appartenant aux classes de terminale des deux lycées Khouas et Illouli dans la commune de Larbaâ-Nath-Irathen ont observé une journée de grève le jeudi 17 janvier 2008 pour protester contre la surcharge des programmes.**

Il est à signaler que les camarades des classes de 1<sup>er</sup> AS et de 2<sup>e</sup> AS ont suivi ce mouvement de protestation dont ils se sentent concernés. A ce propos, un élève de classe de ter-

minale nous dira «les programmes sont surchargés et le nombre des épreuves à passer au baccalauréat est excessif. A ce titre, nous demandons donc un allègement des programmes

et la rectification de la réforme». Un problème bien posé et une réponse objective à ce dernier du moins dans la forme. En attendant, ces lycéens seront-ils donc entendus par le ministre de l'Education nationale ? Les parents d'élèves adhéreront-ils à cette revendication de leurs enfants ? Toutes les réponses à

ces questions détermineront donc le sens et le sort qui seront réservés à cette question à l'avenir. Une chose est sûre, c'est que les lycéens des enseignants et des lycéens sont des indices révélateurs d'un malaise qui prévaut dans le secteur de l'éducation.

Hamid Meradji

**ORAN**

## Mouvement de protestation

**Ce jeudi, c'était au tour des lycéens d'Oran d'observer un mouvement de protestation en organisant une marche pacifique.**

Ce sont les élèves de terminale de plusieurs établissements à Maraval, cité Petit qui, vers 10h, ont entamé leur marche pacifique avec pour objectif de se rendre devant le siège de l'académie d'Oran. Entourés par un service

d'ordre, ces lycéens entendaient dénoncer la surcharge des cours et des programmes alors que les résultats du premier trimestre sont, nous dit-on, catastrophiques.

Leurs propres enseignants reconnaissent qu'effectivement les programmes de toutes les matières sont très chargés, eux-mêmes se trouvent confrontés au problème, à savoir comment achever lesdits programmes d'ici fin

mai. «Ce sera impossible...!» nous déclare un enseignant de sciences naturelles. Au bout de deux heures et avant même que les lycéens n'arrivent au centre-ville, ils ont été dispersés dans le calme. Allons-nous assister à un effet boule de neige dans les lycées et dans la mobilisation des lycéens qui, depuis quelques jours, sont sortis dans la rue au niveau de plusieurs wilayas du pays.

Façal M.